Jules Duchastel

sociologue, professeur de sociologie, UQAM

(1997)

“L'autonomie provinciale
et la défense de l'État libéral”

Un document produit en version numérique par Jean-Marie Tremblay, bénévole,
professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi

Courriel: jean-marie_tremblay@uqac.ca

Site web pédagogique : <http://www.uqac.ca/jmt-sociologue/>

Dans le cadre de la collection: "Les classiques des sciences sociales"

Site web: <http://classiques.uqac.ca/>

Une collection développée en collaboration avec la Bibliothèque
Paul-Émile-Boulet de l'Université du Québec à Chicoutimi

Site web: <http://bibliotheque.uqac.ca/>

Cette édition électronique a été réalisée par Jean-Marie Tremblay, bénévole, professeur de sociologie au Cégep de Chicoutimi à partir de :

Jules Duchastel
sociologue, professeur de sociologie, UQAM

“L'autonomie provinciale et la défense de l'État libéral”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 245-262. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

M Jules Duchastel, sociologue, professeur au département de sociologie de l'UQAM, nous a accordé le 5 janvier 2005 son autorisation de diffuser électroniquement toutes ses oeuvres.

Courriel : duchastel.jules@uqam.ca

Polices de caractères utilisée :

Pour le texte: Times New Roman, 14 points.

Pour les citations : Times New Roman, 12 points.

Pour les notes de bas de page : Times New Roman, 12 points.

Édition électronique réalisée avec le traitement de textes Microsoft Word 2004 pour Macintosh.

Mise en page sur papier format : LETTRE (US letter), 8.5” x 11”)

Édition numérique réalisée le 7 décembre 2006 à Chicoutimi,
Ville de Saguenay, province de Québec, Canada.

Jules Duchastel
sociologue, professeur de sociologie, UQAM

“L'autonomie provinciale et la défense de l'État libéral”

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 245-262. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

Table des matières

Introduction

Quelques indications théoriques et méthodologiques

Quelques propositions d'analyse

Les discours du Québec et du fédéral se déploient dans deux univers sémantiques disjoints

Le dispositif de défense du Québec repose sur un usage politique de notions traditionnelles

Les valeurs modernes du discours duplessiste subsument les valeurs traditionnelles

Le Québec défend le maintien d'un État de forme libérale devant le projet d'instaurer un État de forme providentialiste

Conclusion

Jules Duchastel
sociologue, professeur de sociologie, UQAM

“L'autonomie provinciale et la défense de l'État libéral”.

Un article publié dans l'ouvrage sous la direction d'Alain-G. Gagnon et Michel Sarra-Bournet, **Duplessis. Entre la grande noirceur et la société libérale**, pp. 245-262. Montréal: Les Éditions Québec/Amérique, 1997, 397 pp. Collection: Débats. Programme d'études sur le Québec de l'Université McGill.

Introduction

[Retour à la table des matières](#)

Le présent texte s'inspire de notre livre *La Société libérale duplessiste*¹ et s'inscrit en continuité avec les interventions de mes collègues Beauchemin et Bourque. On trouvera dans le texte de Bourque un exposé systématique de la thèse centrale du livre. je ne pourrai cependant éviter d'en rappeler quelques éléments à propos du discours constitutionnel du Québec durant la période duplessiste.

Au départ, je suis tenté de répondre à Ronald Rudin qui, dans un article intitulé « La quête d'une société normale : critique de la réin-

¹ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La Société libérale duplessiste*, Montréal, Fides, 1994. [Texte en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

interprétation de l'histoire du Québec » interpelle l'école révisionniste en histoire qui n'aurait pour but que de restaurer la *normalité* du cas québécois dans un contexte international.² Il faut d'abord préciser que nous ne prétendons pas faire œuvre d'historien, notre démarche étant d'abord sociologique et portant plus précisément sur une analyse du discours politique. Néanmoins, notre travail n'échappe pas au contexte général d'une révision des interprétations historiographiques et sociographiques du Québec duplessiste. Le terme révision ne doit cependant pas être interprété comme un projet idéologique visant la « normalisation » ou la « réhabilitation » du duplessisme, mais comme un travail scientifique, de nature sociologique, proposant une nouvelle interprétation de la société de cette époque³.

Ce qui caractérise notre travail, c'est donc le point de vue analytique qui relève d'une problématique sociologique. Rudin pose le problème dans les termes d'une alternative entre spécificité et normalité d'un ensemble de traits de la société québécoise. Il reproche aux révisionnistes d'hypertrophier les traits modernistes, susceptibles d'illustrer la normalité du Québec, au détriment des traits traditionalistes qui démontreraient, au contraire, la spécificité du Québec. Il invite les chercheurs à rétablir un certain équilibre dans une analyse qui ferait place à ces deux dimensions de la société québécoise. De notre point de vue, s'il est vrai qu'il ne faut pas esquiver la spécificité du Québec, il faut avant tout comprendre cette spécificité dans le contexte plus large de la transformation des sociétés modernes. Ce qui nous intéresse, ce n'est pas tant de faire la part des caractères plus ou moins normaux du Québec, mais de comprendre la logique de régulation à l'oeuvre derrière la manifestation de ces traits.

Avant d'en arriver à l'analyse, je voudrais encore situer notre travail par rapport à une thèse générale qui consiste à réduire le discours constitutionnel duplessiste à une simple défense des institutions tradi-

² Ronald Rudin « La quête d'une société normale », *Bulletin d'histoire politique*, vol. 3, no 2 (hiver 1995), pp. 9-42.

³ Nous expliquons plus longuement ce nous entendons par une interprétation fondée sur un double processus de construction théorique et empirique de l'objet dans notre réponse aux professeurs Behiels, Brunelle et Rouillard (voir, à la fin de cet ouvrage).

tionnelles ou, pire encore, à une rhétorique vide ainsi que le soutient Yves Vaillancourt ⁴ dans le dernier de ses ouvrages portant sur le développement des politiques sociales au Québec. Comme lui, nous croyons que la période d'après-guerre correspond à un mouvement d'instauration de l'État-providence promu, avant tout, par le gouvernement fédéral. Nous le suivons encore lorsqu'il impute deux mobiles au projet fédéral : au niveau économique, le gouvernement central aurait cherché « de nouvelles manières de dépenser dans le but de continuer à la fois à jouer un rôle clef dans l'économie de l'après-guerre et de contrôler les impôts qui lui avaient été concédés temporairement par les provinces... » ⁵ ; au niveau politique, ce gouvernement aurait tenté de contrer « la montée des luttes sociales et des forces politiques progressistes situées à sa gauche ». ⁶

L'analyse minutieuse que l'auteur nous propose des diverses étapes de mise en place du projet fédéral est d'un intérêt capital. Par contre, le point de vue analytique qu'il adopte, afin de rendre compte de l'opposition de Duplessis à toute réforme de la sécurité sociale, l'enferme dans une analyse de la spécificité du Québec au détriment d'une comparaison généralisée avec les autres provinces. Dans un premier temps, il reconnaît que plusieurs autres provinces canadiennes, particulièrement l'Ontario, se sont opposées au projet fédéral et que le gouvernement Godbout qui précède le retour au pouvoir de Duplessis est, de ce point de vue, loin d'être entièrement « progressiste ». Par la suite, lorsqu'il s'agit de Duplessis, il abandonne cette approche comparative et ne voit plus dans sa politique qu'un ensemble de dérobades et de calembours, « comme s'il n'avait rien à dire de précis sur la stratégie de sécurité sociale avancée par le gouvernement fédéral. » ⁷

L'approche de Vaillancourt repose fortement sur l'analyse des intentions stratégiques des acteurs politiques. En effet, il leur prête des

⁴ Yves Vaillancourt, *L'Évolution des politiques sociales au Québec 1940-1960*, Montréal, Presses de l'Université de Montréal, 1988.

⁵ Ibid., p. 105.

⁶ Ibid., p. 105.

⁷ Ibid., p. 131.

intentions ou des stratégies plus ou moins « progressistes ». Le progressisme des libéraux fédéraux est alors expliqué comme réaction aux forces sociales et économiques de gauche qui se sont manifestées à partir de la crise des années 1930. Dans cette perspective analytique, Duplessis ne peut être considéré autrement que comme « non progressiste » et sa défense de l'autonomie du Québec devient un prétexte plus ou moins fallacieux pour s'opposer au progrès social. Si cette lecture nous met sur la piste, elle nous empêche en même temps de prendre au sérieux le discours de Duplessis et de lui conférer un sens plus global dépassant l'ordre des intentions ou des idéologies. En effet, il ne peut être plus clair que Duplessis refuse toute modification de la Constitution qui favoriserait la prise en charge par l'État fédéral du domaine de la sécurité sociale. Cependant, cette défense des pouvoirs dévolus par la Constitution de 1867 ne peut être interprétée comme simple sauvegarde des aspects traditionnels de la société québécoise. Duplessis défend avant tout un modèle libéral de régulation sociale. C'est pourquoi nous avons cherché, dans le discours de Duplessis, la forme de régulation qu'il implique, plutôt que d'y chercher les seuls aspects conservateurs ou soi-disant traditionalistes.

Quelques indications théoriques et méthodologiques

[Retour à la table des matières](#)

Je ne reprendrai pas ici une discussion extensive sur la perspective d'analyse du discours politique que nous avons adoptée ⁸. Il suffit de dire que cette approche entraîne des conséquences aussi bien empiriques que théoriques. D'abord, sur le plan empirique, nous avons déplacé le domaine d'investigation. Contrairement à la tradition d'analyse des idéologies au Québec, nous avons renoncé à l'étude des systèmes ou doctrines idéologiques au profit des représentations présen-

⁸ On trouvera dans nos deux livres sur Duplessis des développements substantiels sur cette question. Voir Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La Société libérale duplessiste* et Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*, Montréal, Boréal, 1988.

tes dans le discours d'action tel qu'il se déploie, de manière publique et polémique dans les diverses institutions des sphères publique et privée. Pour nous, le discours politique dépasse et englobe, à la fois, les idéologies politiques. Ensuite, sur le plan théorique, notre approche, loin de considérer ce discours comme simple reflet plus ou moins déformé d'une réalité plus concrète, lui accorde un rôle actif dans la production de la société.⁹ Le discours politique contribue ainsi aux divers processus d'institutionnalisation caractéristiques des sociétés démocratiques modernes. De façon prédominante, il développe la représentation de l'espace, de la communauté, des rapports sociaux et de la relation de l'individu à la société.

Débat fondamental sur les conditions d'organisation et de transformation de la société, le discours politique peut aussi bien se déployer dans la sphère privée que dans la sphère publique. Cependant, dans cet exposé, nous n'avons retenu de ce discours que la question constitutionnelle. La constitution, en tant qu'autorité permettant la mise en place des responsabilités légitimes et définissant les conditions d'accès au pouvoir et de son exercice¹⁰, établit, pour reprendre l'expression de Michel Freitag¹¹, une « institutionnalisation de la capacité d'institutionnalisation » des sociétés modernes. Les débats constitutionnels deviennent ainsi le lieu privilégié où sont discutées les questions afférentes à la *forme de régime*¹² et à la *forme de l'État*¹³.

⁹ Gilles Bourque et Jules Duchastel, « Texte, discours et idéologie(s) », *Revue Belge de philologie et d'histoire*, 73, 1995.

¹⁰ Talcott Parsons, *Politics and Social Structure*, New-York, Free Press, 1969.

¹¹ Michel Freitag, *Dialectique et société*, Tome 2 : *Culture, pouvoir, contrôle. Les modes formels de reproduction de la société*, Montréal, Éditions Saint-Martin, 1986. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

¹² La forme de régime définit l'organisation et la distribution des pouvoirs entre les différents paliers de gouvernements.

¹³ La forme de l'État définit les modalités particulières de la régulation politique des rapports sociaux.

Dans les nombreuses analyses des affrontements constitutionnels, l'attention s'est focalisée principalement sur la question de la répartition des pouvoirs (la forme de régime). Cette question demeure toujours fondamentale puisqu'elle détermine les rapports de forces et les capacités stratégiques des acteurs politiques. C'est d'ailleurs autour de ces questions de répartition des pouvoirs que se déploie le plus souvent le discours constitutionnel. Sans négliger cet aspect, nous avons quant à nous plutôt tenté d'être attentifs aux dimensions afférentes à la transformation de la forme de l'État. je ne développerai pas ici la thèse principale de notre livre ¹⁴ selon laquelle, la société duplessiste résiste à la transformation de l'État, de sa forme libérale à sa forme providentialiste. Il suffit de dire que, loin d'être simplement pris au dépourvu (comme le suggère Vaillancourt) et de réclamer un partage inchangé des pouvoirs, le discours constitutionnel duplessiste, défend avec vigueur l'État libéral.

C'est ainsi que nous faisons l'hypothèse que l'hostilité du discours duplessiste au projet centralisateur du fédéral s'explique du fait que le nouveau tracé des frontières entre sphères privée et publique qu'entraîne l'offensive providentialiste du gouvernement fédéral signifie purement et simplement la dissolution de la régulation sociale de type libéral, par laquelle la responsabilité du « domaine social » est confiée aux institutions de la sphère privée. L'étroitesse de la position constitutionnelle duplessiste, reconnaissable au ressassement des grands thèmes de la rhétorique autonomiste et anticentralisatrice (tels que Vaillancourt ¹⁵ a pu également les identifier), a sans doute eu pour effet de masquer en partie la portée du débat constitutionnel. Au-delà de la lancinante question du partage des pouvoirs au sein de la fédération canadienne, il faut insister sur un fait : les tonitruantes revendications concernant le respect des prescriptions de 1867 constituent également une politique de résistance au passage de l'État libéral à l'État-providence.

Pour les fins du présent article, nous n'avons retenu que le discours constitutionnel. Nous avons d'abord retenu les discours du fédéral et

¹⁴ Voir à cet égard, dans ce volume, les textes de Bourque et de Bourque, Duchastel et Beauchemin.

¹⁵ Yves Vaillancourt, *L'Évolution des politiques sociales au Québec 1940-1960*.

du Québec prononcés dans le cadre des conférences constitutionnelles durant la période. Nous avons également retenu l'ensemble des énoncés à portée constitutionnelle que comportent les discours du trône, législatif et électoral de la période, c'est-à-dire l'ensemble des passages consacrés à la problématique constitutionnelle dans ces discours. L'analyse qui est proposée repose sur une approche lexicale en contexte. Nous avons examiné des lexiques de mots catégorisés socio-sémantiquement et observé leur usage en contexte (listes de mots concurrents, listes de phrases les contenant). Cette approche est mixte (descendante/ ascendante), partant à la fois d'hypothèses à tester et d'observations empiriques à expliquer.

Je proposerai ci-après une analyse très schématique des données afin d'illustrer de quelle manière la stratégie discursive du Québec se distingue de celle du gouvernement fédéral, contribuant ainsi à la défense de l'État libéral. Je m'attacherai à démontrer le caractère plausible de l'interprétation « libérale » de ce discours. La présentation qui est faite ici de cette analyse est extrêmement succincte et seule une référence au premier chapitre de *La Société libérale duplessiste*¹⁶ peut lui rendre justice.

Quelques propositions d'analyse

[Retour à la table des matières](#)

Je proposerai quatre hypothèses complémentaires dont l'examen nous conduira progressivement à étayer la thèse du caractère libéral de la société duplessiste. La première hypothèse porte sur les stratégies discursives opposées, adoptées par le fédéral et le Québec, qui visent respectivement à banaliser les réformes proposées ou à les amplifier. La deuxième se concentre sur la stratégie duplessiste qui consiste à se replier sur les éléments de la tradition afin de mieux défendre le pacte constitutionnel initial. C'est là, d'ailleurs, que réside le fondement des

¹⁶ Gilles Bourque, Jules Duchastel et Jacques Beauchemin, *La Société libérale duplessiste*. [Texte en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

écrits qui prêtent à Duplessis des visées purement traditionalistes. La troisième hypothèse postule, au contraire, la prédominance des valeurs modernistes sur les valeurs traditionalistes dans ce même discours. La dernière hypothèse identifie les éléments d'une stratégie de défense d'un État de forme libérale contre les velléités de réformes fédérales.

*Les discours du Québec et du fédéral se déploient
dans deux univers sémantiques disjoints*

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons examiné l'utilisation différenciée des mots renvoyant à la question constitutionnelle. Alors que les deux locuteurs utilisent de manière comparable le mot *constitution* (respectivement, Ottawa 106 fois et Québec, 98), Québec utilise davantage le mot *Confédération* (90) qu'Ottawa (18). Ces stratégies discursives correspondent, dans le cas du fédéral, à la volonté de neutraliser les référents socio-historiques et, dans le cas du Québec, à les mettre en valeur. Le terme *constitution* renvoie, dans le discours, au texte constitutionnel alors que *confédération* rappelle les choix politiques effectués par les Pères de la Confédération eu égard à la répartition des pouvoirs. Le gouvernement fédéral privilégie un discours technique appelant des « modifications » à la Constitution, le discours du Québec interprète ces modifications comme un projet de « centralisation ». Les *modifications* au texte constitutionnel réfèrent aux dimensions fonctionnelle et adaptative de tout texte de loi alors que la *centralisation* qualifie la stratégie politique fédérale.

Il nous incombe, en tant que Canadiens, de trouver le moyen d'apporter les *modifications* qui permettront de maintenir un juste équilibre entre le respect de l'autonomie provinciale et les exigences de l'évolution nationale. ¹⁷

¹⁷ Louis Saint-Laurent, *Compte rendu des délibérations*, Conférence fédérale-provinciale au sujet de la constitution, Ottawa, 10-12 janvier 1950 et Québec, 25-28 septembre 1950.

C'est un fait historique que la *centralisation* se rencontre toujours dans les pays totalitaires et qu'elle constitue une condition *sine qua non* du socialisme d'État qui répugne particulièrement, et avec raison, à la province de Québec.¹⁸

Le Québec ne se Place donc pas au même diapason que le fédéral en refusant de voir dans la Constitution une simple loi amendable, telle qu'en fait foi cette citation du fédéral :

Que ce soit un pacte ou une loi, il s'agit d'une chose qui exerce ses effets à la manière d'une constitution.¹⁹

Au contraire, Duplessis s'emploiera à caractériser la Confédération ou l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique comme un *pacte sacré* ou un *pacte d'honneur* entre deux races.

C'est l'opinion raisonnée et définitive de mon gouvernement que l'Acte de l'Amérique Britannique du Nord constitue un pacte d'honneur entre les deux grandes races canadiennes et qu'il ne peut être modifié sans le consentement unanime des parties contractantes.²⁰

La stratégie constitutionnelle duplessiste semble donc s'établir autour de ce que nous appelons un dispositif notionnel associant les mots *pacte-race-honneur*. À un discours fédéral fonctionnel, il oppose un discours proprement politique, basé sur la nature de la Confédération qui ne saurait être considérée comme simple loi amendable au gré des circonstances. En même temps, le discours manipule des catégories relativement traditionnelles. Le pacte d'honneur entre deux races semble nous replonger dans une époque révolue. Nous aurons à y revenir.

¹⁸ Maurice Duplessis, *Compte rendu des délibérations*, Conférence fédérale-provinciale au sujet de la constitution, Ottawa, 26-27 avril 1955 et Ottawa, 3-6 octobre 1955.

¹⁹ Louis Saint-Laurent, *Compte rendu des délibérations*, Conférence fédérale-provinciale au sujet de la constitution, Ottawa, 10-12 janvier 1950 et Québec, 25-28 septembre 1950.

²⁰ Maurice Duplessis, *Compte rendu des délibérations*, Conférence fédérale-provinciale du rétablissement, Ottawa, 29 avril - 3 mai 1946.

*Le dispositif de défense du Québec repose
sur un usage politique de notions traditionnelles*

[Retour à la table des matières](#)

On a beaucoup dit que Duplessis s'appuyait sur la défense de l'autonomie provinciale. Cette dernière locution ne se retrouve pourtant pas fréquemment dans le discours proprement constitutionnel. On la lira plutôt dans le discours électoral où elle apparaît très souvent. Son évocation récurrente représente la traduction programmatique et militante d'une stratégie constitutionnelle gravitant autour du pacte sacré. L'autonomie du Québec est, en effet, la résultante de ce pacte entre deux races qui ne peut être amendé sans que le pacte lui-même n'en soit affecté.

La défense de l'autonomie constituant un ressort important de la stratégie duplessiste dans les discours à portée constitutionnelle, nous nous sommes attardés à son étude.²¹ Nous avons observé que la notion *d'autonomie* est autoportante si on la rapporte à l'univers des valeurs. Elle constitue cependant un espace discursif renvoyant à une représentation traditionalo-religieuse de l'existence sociale (elle est, en effet, significativement associée aux mots suivants : héritier, héros, martyrs, sacrifiés, survivance, ancêtres, religion). S'agit-il donc d'une confirmation, s'ajoutant au dispositif pacte-honneur-race, d'un discours entièrement tourné vers la tradition ? Nous ne le croyons pas.

Nous avons examiné, à cet égard, l'utilisation du mot *tradition* dans le discours duplessiste. Nous reviendrons ci-après sur les rapports que ce mot entretient avec le mot *progrès*. Mentionnons seulement que la notion de tradition dans l'orbite de l'autonomie sert à asseoir la référence identitaire canadienne-française en même temps qu'à

²¹ Comme nous l'avons indiqué dans la première section nous avons analysé deux sous-corpus, le discours proprement constitutionnel qui comporte peu de références à l'autonomie provinciale et le discours à portée constitutionnelle dans les autres discours gouvernementaux qui, pour leur part, font davantage appel à cette notion.

alimenter l'opposition du Québec aux transformations de la forme de régime.

Nous, de la Province de Québec, estimons que notre droit d'exister au sein de la Confédération, notre droit de vivre suivant nos propres *traditions*, est de la plus haute importance. ²²

La notion de tradition sert donc à définir la référence identitaire canadienne-française et constitue une arme redoutable, et manifestement anti-providentialiste, puisque le respect des traditions communautaires canadiennes paraît avoir inspiré l'essence même de la Confédération. Les mots race et tradition se trouvent donc utilisés dans le contexte politique de la défense d'une communauté et d'une forme de régulation. Dans le même sens, nos travaux sur le discours constitutionnel canadien ²³ ont conduit à identifier, avant les années 1940, une double identité politico-ethnique fondée sur l'opposition symétrique de la race canadienne-française et catholique et de la race anglo-saxonne et protestante. Alors que cette représentation du Canada anglais s'effacera progressivement au profit d'une identité de la citoyenneté universaliste au Canada, la représentation politico-ethnique québécoise se perpétuera jusqu'à la fin du régime duplessiste. Ce qui distinguera celle-ci de la représentation canadienne, ce n'est pas tant son caractère plus ou moins politique, mais sa référence à un moment différent de la régulation politique. En effet, le fédéral amorce, dès le début des années 1940, une lente transition vers l'État-providence qui s'accompagne de l'émergence du citoyen comme notion centrale de l'identité canadienne. La défense acharnée de l'État libéral par Duplessis s'appuiera, au contraire, sur l'existence politique d'une communauté définie en termes ethniques.

²² Maurice Duplessis, *Compte rendu des délibérations*, Conférence fédérale-provinciale du rétablissement, Ottawa, 29 avril - 3 mai 1946.

²³ Gilles Bourque et Jules Duchastel (avec la collaboration de Victor Armony), *L'Identité fragmentée. Nation et citoyenneté dans les débats constitutionnels canadiens, 1941-1992*, Montréal, Fides, 1996. [Texte disponible dans [Les Classiques des sciences sociales](#). JMT.]

*Les valeurs modernes du discours duplessiste
subsument les valeurs traditionnelles*

[Retour à la table des matières](#)

Nous avons aussi examiné la relation de la tradition avec les valeurs de la modernité. Comme nous l'avons déjà constaté dans *Restons traditionnels et progressifs* ²⁴ la tradition s'accompagne toujours du progrès. Le dispositif progrès -tradition, dans le discours constitutionnel, est fort révélateur en ce qu'il permet de constater que l'espace discursif traditionaliste ne peut fonctionner de façon autonome.

La tradition n'est pas opposée au progrès. ²⁵

Les traditions de la province de Québec sont immuables mais elles ne sont pas immobiles. ²⁶

Ce dispositif notionnel subordonne l'idée de tradition, puisque celle-ci ne saurait fonctionner dans le discours duplessiste sans la validation que lui confère son rapport à la notion de progrès. La politisation de la notion de tradition par son association à celle de progrès s'accroît du fait de sa coexistence avec les autres grandes valeurs de la modernité. Ainsi Duplessis fera valoir la profondeur de l'enracinement historique du pacte entre les deux races et se portera à la défense du statu quo constitutionnel, en invoquant les *droits*, les *libertés*, la *justice* et, ultimement, la *démocratie*.

²⁴ Gilles Bourque et Jules Duchastel, *Restons traditionnels et progressifs*. [Texte en préparation dans Les Classiques des sciences sociales. JMT.]

²⁵ Maurice Duplessis, *Compte rendu des délibérations*, Conférence fédérale-provinciale au sujet de la constitution, Ottawa, 10-12 janvier 1950 et Québec, 25-28 septembre 1950.

²⁶ *Ibid.*

La province de Québec ne demande pas de faveurs, elle réclame simplement *justice* et le *respect* de ses droits et de ses libertés.²⁷

Nos pères ont opté pour le régime fédératif parce que dans un pays comme le nôtre c'est la seule formule qui soit conciliable avec la *liberté* et la *démocratie*.²⁸

Les grandes valeurs de la modernité politique ne peuvent être utilisées dans le cadre d'une stratégie purement formelle, en quelque sorte étrangère à la « pensée profonde » de Maurice Duplessis. L'examen des données montre l'importance et la cohérence du fonctionnement des valeurs modernes dans le discours constitutionnel unioniste. Les droits constitutionnels dont le discours revendique la pleine jouissance mobilisent en effet dans leur entourage un ensemble solidement articulé de valeurs émancipatrices. Outre les notions de *progrès*, de *justice* et de *prospérité*, la réunion des idées de *droit*, de *liberté* et de *respect* forme un dispositif notionnel émancipateur très serré à partir duquel on revendiquera le statu quo constitutionnel.

*Le Québec défend le maintien d'un État de forme libérale
devant le projet d'instaurer un État de forme providentialiste*

[Retour à la table des matières](#)

L'analyse de certaines notions utilisées de manière très différente dans le discours fédéral et le discours du Québec montre que les deux discours s'inscrivent dans des conceptions différentes de la modernité. L'idée de *progrès* s'impose comme l'un des opérateurs fondamentaux de la représentation moderne du monde. Du progrès (économique) libéral, individualiste et utilitariste, fondé sur les bienfaits de l'accumulation jusqu'au progrès (social) providentialiste qui découle de l'enca-

²⁷ Maurice Duplessis, *Compte rendu des délibérations*, Conférence fédérale-provinciale, 1953.

²⁸ Maurice Duplessis, *Compte rendu des délibérations*, Conférence fédérale-provinciale au sujet de la constitution, Ottawa, 26-27 avril 1955 et Ottawa, 3-6 octobre 1955.

drement de la consommation et des politiques redistributives, cette idée dynamise la société moderne. Alors que le discours duplessiste privilégie le mot progrès lui-même et ses formes dérivées, le fédéral utilise de façon significative plusieurs autres notions (développement, amélioration, expansion, essor). Le discours fédéral préfère le progrès socialisé, celui qui résulte de l'action concertée visant à étendre à toute la société les bénéfices de l'investissement et à assurer à tous et à toutes une sécurité minimale. Obligé de s'opposer à cette nouvelle conception de l'idée de progrès qui s'affirme alors dans la très grande majorité des pays occidentaux, Duplessis fera de grandes déclarations relativement abstraites sur la prospérité suscitée par une coopération respectueuse de l'autonomie provinciale et par la reconnaissance des vertus « progressistes » des traditions. Cette image ne doit cependant pas conduire à conclure qu'il s'agit de nouveau d'une opposition entre modernité et tradition, mais plutôt d'une opposition entre conceptions différentes de la modernité. On trouve en effet dans le corpus une vision libérale qui rattache la prospérité et le bien-être au progrès économique résultant de l'industrialisation.

De même, le discours duplessiste opposera à l'idée de *sécurité* associée au progrès social dans le discours fédéral, la notion de *stabilité* nécessaire au progrès économique. C'est sur la base du contrôle social que le discours politique libéral traitera des rapports entre les groupes sociaux : la nécessité de la collaboration entre les classes, les vertus de l'ordre, l'obligation de justice. La notion de stabilité apparaît ainsi comme une notion centrale du discours libéral.

Nous ne devons pas oublier, quelque nombreuses que soient les propositions relatives à la sécurité sociale, qu'il ne peut y avoir de *sécurité* sociale sans *stabilité*.²⁹

La *sécurité* sociale ne peut se réaliser et ne se réalisera jamais tant que nous ne jouirons pas de la *stabilité*.³⁰

²⁹ Maurice Duplessis, *Compte rendu des délibérations, Conférence fédérale-provinciale au sujet de la constitution, Ottawa, 10-12 Janvier 1950 et Québec, 25-28 septembre 1950*.

³⁰ Maurice Duplessis, *Compte-rendu des délibérations, Conférence fédérale-provinciale du rétablissement, Ottawa, 29 avril - 3 mai 1946*.

La sécurité est impossible sans la stabilité. ³¹

Mais le caractère libéral du discours duplessiste apparaît encore plus clairement lorsque celui-ci invoque les grandes valeurs modernes que sont la *démocratie*, la *justice* et la *liberté* pour s'opposer aux projets de réforme fédéraux. Ainsi, c'est au nom de la démocratie qu'il se dressera contre la bureaucratisation de la régulation étatique des rapports sociaux.

L'histoire de la *liberté* est l'histoire de la restriction et non de l'accroissement du pouvoir gouvernemental, (repris de Woodrow Wilson par Duplessis). ³²

Nous sommes d'avis que le véritable rôle de l'État, ce n'est pas de se substituer à la Providence et de détruire, par le fait même, l'initiative personnelle et le sens de la *responsabilité individuelle*, qui sont autant de facteurs de *progrès* solide et durable. ³³

Le discours duplessiste de résistance à la *centralisation* qui en appelle au véritable *progrès*, à la *stabilité*, à la *démocratie*, à la *justice* et à la *liberté* s'inspire clairement de l'idéologie libérale. La défense de l'État libéral s'appuie sur une définition traditionnelle de l'identité canadienne-française, mais le rôle important joué par les notions politiques émancipatrices ainsi que la politisation de la référence aux traditions viennent tempérer le traditionalisme allégué des positions duplessistes.

³¹ Voir note 29.

³² Maurice Duplessis, *Compte rendu des délibérations*, Conférence fédérale-provinciale au sujet de la constitution, Ottawa, 25-26 novembre 1957.

³³ *Ibid.*

Conclusion

[Retour à la table des matières](#)

Notre lecture du discours duplessiste ne vise donc pas la normalisation, pour reprendre les termes de Ronald Rudin, pas plus que sa réhabilitation. À l'opposé de Yves Vaillancourt qui ne voit dans le discours de Duplessis que dérobades, notre analyse tente de repérer le type de régulation qui y est promue. En ce sens, nous avons vu que la stratégie discursive de Duplessis n'a pas pour objet un simple repli sur la tradition, mais essentiellement la défense de la forme libérale de l'État moderne. L'évocation répétée d'un pacte d'honneur entre deux races rappelle les conditions de la formation d'un modèle confédéral plutôt que d'une union législative au Canada. Duplessis doit s'en référer aux traditions culturelles et religieuses pour fonder l'existence d'une des deux races. Cette défense de la tradition se fait essentiellement au nom du progrès. Toutes les valeurs de la modernité sont convoquées dans un discours qui défend avant tout une répartition des pouvoirs et un modèle de régulation qui favorisent le Québec. La défense de l'autonomie correspond en même temps à la nécessité de maintenir la répartition des pouvoirs telle que définie par l'Acte de l'Amérique du Nord Britannique et à la préservation d'un modèle de régulation qui confie à la sphère privée l'essentiel de la gestion des affaires sociales et de l'éducation. En cela, Duplessis défend, à l'aide d'un vocabulaire moderne, un modèle libéral hostile à toute tentative socialisante de la part de l'État fédéral. Duplessis n'est certainement pas progressiste, mais dans la perspective que nous venons d'évoquer, on peut affirmer qu'il est libéral.

Fin du texte